



Commercer, investir, faire des affaires en français en Asie du Sud-Est

Entretien 1 : Madame Tran Thi Anh Dao

Interlocuteur : Jacques Cortès

Thème de l'entretien : Quand le Vietnam surfe sur la vague des nouveaux pays émergents avec le groupe des BENIVEM.

Jacques Cortès : Bonjour Madame. Je suis très honoré d'être le premier à vous interroger aujourd'hui. J'aimerais que nous parlions de quatre sujets si vous en êtes d'accord :

- Je souhaiterais tout d'abord que l'on parle de vous, bien entendu, car il est intéressant de savoir comment vous êtes arrivée à Rouen et par quel itinéraire vous êtes passée.
- J'aimerais ensuite que l'on parle du Vietnam tel qu'il est aujourd'hui car celui-ci ne ressemble peut-être pas du tout au Vietnam que j'ai connu, il y a vingt ans.
- Je souhaiterais que l'on parle également d'un sujet qui vous est familier, c'est-à-dire l'économie du Vietnam.
- Je vous demanderais enfin de parler de la langue française.

Si vous êtes d'accord sur ce programme, on attaque.

Tran Thi Anh Dao : Je suis d'accord avec ce programme et, avant d'entamer cet entretien, j'aimerais tout d'abord remercier Daniel Modard de m'avoir invitée à participer à ce numéro de *Synergies* « Pays riverains du Mékong ». Je tiens également à vous remercier d'être mon interlocuteur dans cet entretien et cela me permettra de vous connaître davantage.

Jacques Cortès : Oui, espérons-le. D'abord vous, Madame Tran Thi Anh Dao, est-ce que vous pourriez vous présenter en quelques mots, nous dire quelles sont les relations que vous entretenez, dans votre travail, avec le Vietnam et aussi avec la France ?

Tran Thi Anh Dao : Je vais développer mon aspect asiatique dans la mesure où, de manière assez ironique, on commence avec moi et on va terminer par la deuxième génération¹, à savoir ma fille, Anh Xuan, ainsi qu'Indra, la fille de Daniel et de Myitzu Modard.

Il s'avère que j'ai commencé à m'intéresser au Vietnam et à la zone asiatique parce que j'ai tout simplement voulu revenir à mes origines. C'est la raison pour laquelle j'ai commencé à faire des études sur l'économie du développement. Je voulais, dans le cadre de ma thèse, mieux comprendre les enjeux du développement économique d'une part, mais, d'autre part, et surtout me permettre d'assimiler et de retrouver en fait le chemin, à rebours, de ma migration et de ma mobilité depuis mon plus jeune âge. C'est la raison pour laquelle, à partir de mes travaux de recherche en Doctorat, je me suis beaucoup intéressée, depuis mes travaux de recherche en thèse, à l'économie du Vietnam, d'autant plus qu'au début des années 90, très peu d'Économistes et très peu de personnes, j'entends en économie, s'intéressaient au Vietnam. D'une part, parce que le Vietnam venait tout juste de s'ouvrir à l'économie de marché et aux relations internationales et, d'autre part, parce que la plupart des Économistes qui travaillaient sur le processus de développement s'intéressaient surtout à l'Afrique. Et donc, il y avait peu d'études sur le Vietnam, et encore moins en français.

Jacques Cortès : Bien sûr. Et cela vous a donc amenée à faire des allers et retours entre la France et le Vietnam. Vous avez été amenée à aller étudier sur place un certain nombre de problèmes économiques, par exemple.

Tran Thi Anh Dao : Tout à fait et cela ne serait pas prétentieux de ma part de vous dire qu'en fait j'ai suivi le cheminement de transition et de développement économiques du Vietnam puisque j'ai entamé ma thèse en 1992. J'ai obtenu une allocation ministérielle pour effectuer mes travaux en thèse et également une bourse d'Aire culturelle² qui me permettait de faire mes travaux de terrain au Vietnam. Si je devais comparer l'image initiale que j'ai eue au début à celle que l'on a aujourd'hui, on passerait d'un extrême à l'autre parce qu'en 1992 j'entamais ma thèse. J'ai fait mes premiers travaux de terrain en 1994 et, quand bien même le Vietnam avait-il commencé à mettre en place ses réformes de transition et d'ouverture vers l'économie de marché, il y avait une situation d'extrême pauvreté. Je peux avancer le chiffre du niveau de revenu par habitant du Vietnam en 1986 lorsque le pays est entré dans sa transition : eh bien, c'était à peu près 100 dollars américains de revenu par habitant. Aujourd'hui, le Vietnam est un pays à revenu intermédiaire - tranche inférieure - selon la classification de la Banque mondiale et se situe à un niveau de 1.900 voire 2.000 dollars par habitant. Donc, il y a vraiment eu une évolution extrêmement favorable pour les habitants du Vietnam et pour le pays dans son ensemble. Mais, on est parti d'une situation difficile - c'est ce que j'essaie d'expliquer aux personnes qui sont intéressées par le Vietnam et qui ne sont pas forcément économistes - quand on part d'une situation avec un niveau aussi bas, avec une extrême pauvreté tout comme ce fut le cas pour la Corée

du Sud³ (on a une comparaison récurrente entre la Corée du Sud et le Vietnam ou d'autres pays d'Asie). Quand la Corée a été séparée en deux et que la Corée du Sud est sortie de cette guerre qui a abouti à la division entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, et bien la Corée du Sud était dans une situation d'extrême pauvreté avec une société principalement agraire. Et donc, le Vietnam a été dans la même situation de départ. Quand on part d'une situation très basse, avec 5% ou 6% de croissance, c'est déjà conséquent. Mais, en économie, on a ce que l'on appelle le processus de rattrapage, ce qui sous-entend que partant d'une situation très basse, inéluctablement, quasi-automatiquement, vous connaissez des taux de croissance élevée. Donc, c'est la situation dans laquelle est le Vietnam⁴.

Jacques Cortès : Si je comprends bien, comme le Vietnam était dans une situation très basse au départ, il a été relativement facile d'avoir une progression avec un pourcentage assez important. Mais, plus la situation va s'améliorer, plus ce pourcentage risque de se réduire.

Tran Thi Anh Dao : Exactement, c'est ce que l'on appelle le processus de rattrapage⁵.

Jacques Cortès : Oui, c'est cela.

Tran Thi Anh Dao : Et bien, vous êtes devenu Économiste, ne serait-ce que par cet entretien... Mais pour que vous puissiez mieux comprendre, les taux de croissance actuels dans les pays industrialisés d'Asie comme le Japon ou la Corée du Sud sont relativement faibles aujourd'hui à hauteur de 3 ou 4% alors que lorsqu'ils ont connu leur décollage dans les années 60 et 70, ils avaient des taux de croissance moyens annuels de 7 à 8% voire même 9% dans d'autres pays du Sud-est asiatique. Alors, quand vous connaissez une croissance dans votre phase de décollage, les taux sont conséquents. Mais, par la suite, la courbe tend à se stabiliser.

Jacques Cortès : Est-ce que, dans le cadre de votre activité de Maître de conférences à l'Université de Rouen, vous êtes amenée à garder des contacts avec des entreprises vietnamiennes pour continuer à mener des travaux de recherche sur le terrain ou alors est-ce que vous êtes maintenant dans une phase théorique où vous transmettez des connaissances. En clair, est-ce que vous vous intéressez encore à l'économie du pays et est-ce que vous allez encore sur place de temps en temps ?

Tran Thi Anh Dao : Il y a une expression que je répète de manière incessante : c'est que je tente toujours de marcher sur mes deux pieds. Pour bien comprendre le processus de développement économique, il faut effectivement un cadrage théorique, faute de quoi, vous ne pouvez évidemment pas synthétiser les événements qui surviennent dans un pays. En même temps, j'ai eu la grande chance de

pouvoir connaître les faits économiques puisque j'ai eu la possibilité de partir en délégation pendant deux ans au Vietnam grâce à l'Institut de Recherche pour le Développement⁶ et finalement je me suis aperçue grâce à un travail de rétrospective sur moi-même en tant qu'Économiste que tout ce que j'avais appris du point de vue théorique, j'ai pu l'appliquer. Mes questionnements théoriques, j'ai pu les confronter aux faits. Pour résumer, tout était développement au Vietnam, ne serait-ce que lorsque je circulais à moto, quand je voyais la densité de population, la question de l'offre de formation. Il y avait énormément de problèmes que l'on ne peut pas voir derrière un taux de croissance de 9 ou 10%.

Jacques Cortès : Et à l'heure actuelle, est-ce que vous avez un grand projet de recherche scientifique qui concerne le Vietnam ? Est-ce que vous préparez un ouvrage dans une collection quelconque ? Est-ce que vous faites quelque chose dans ce domaine-là ?

Tran Thi Anh Dao : Alors, j'ai deux casquettes. Ma casquette d'Économiste m'amène effectivement à préparer un ouvrage. C'est un grand projet qui m'a été proposé par l'Institut de Recherche pour le Développement de l'Asie contemporaine qui porte sur les moteurs de la croissance et de l'intégration en Asie du Sud-est. Dans l'économie, il y a une part d'intuition. Or, j'ai eu la chance d'encadrer une thèse qui portait sur ce que l'on appelle le commerce Sud/Sud, c'est-à-dire entre les pays en voie de développement. Il s'est avéré qu'un jeune étudiant, sorti Major de Promotion⁷ d'un Master d'Économie à l'Université de Rouen, était d'origine sénégalaise. Je l'avais alors orienté vers les relations économiques et commerciales entre pays en développement d'Afrique et d'Asie. C'était en 2006. À cette époque-là, il y avait très peu d'études sur les relations Sud/Sud. J'en suis très contente parce qu'aujourd'hui, on parle beaucoup de commerce Sud/Sud dans la mesure où des pays émergents d'Asie sont en train de tirer l'économie mondiale et l'économie des pays en développement, notamment d'Afrique. Et c'est la raison pour laquelle, lorsque je suis intervenue dans l'émission « *Cultures-Monde* » de France-Culture⁸, il y avait eu une certaine confusion sur les concepts d'émergence et on avait parlé ensuite avec d'autres collègues des BRICS, des CIVETS ou des BENIVEM⁹... Or les moteurs de croissance selon les courbes choisies ne sont pas du tout les mêmes. Et il s'avère que le nouveau groupe de pays émergents que sont les BENIVEM est, somme toute, symptomatique d'une croissance tirée par d'autres pays en développement. Alors, les pays du Sud, en l'occurrence les pays d'Asie, sont en train de tirer la croissance d'autres pays eux-mêmes en développement, notamment d'Afrique et peut-être d'Amérique latine.

Jacques Cortès : En vous écoutant d'ailleurs dans le cadre de cette émission sur France-Culture, j'ai constaté que tous ces pays du Sud sont des pays qui ont une

démographie considérable : le Vietnam, c'est presque 90 millions d'habitants¹⁰ ; l'Éthiopie, c'est presque 97 millions d'habitants ; le Nigéria, c'est plus de 100 millions d'habitants. Est-ce que, dans le cadre de vos travaux, cet aspect démographique occupe une place importante et est-ce que nous « pauvre Europe » avec nos 65 millions d'habitants en France¹¹ seulement, nous ne sommes pas en train de perdre pied parce que, justement, la démographie n'est pas assez importante en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne¹² par rapport au développement considérable que l'on a dans les pays du Sud. Et toute cette économie Sud/Sud dont vous venez de parler, est probablement en train de supplanter l'économie Est/Ouest. On voit de plus en plus que les choses se mettent en place en Chine, à Singapour, etc. Est-ce qu'il n'y a pas là quelque chose de très nouveau et qui va peut-être bouleverser le visage de la planète ?

Tran Thi Anh Dao : Je dirai oui et non. C'est-à-dire que lorsqu'on a eu cette émission, je n'étais pas du tout d'accord avec les cinq critères qui ont été définis par Laurence Daziano¹³ dans la mesure où parmi ces cinq critères, il y avait cet aspect croissance démographique, taille démographique. Je dis non car lorsque vous avez une taille de population conséquente, cela pose des problèmes, des problèmes de croissance, des problèmes de satisfaction des besoins économiques et sociaux, des problèmes d'éducation, de santé. Quand vous avez un pays grand par sa taille démographique, j'avancerai plutôt un argument malthusien¹⁴ consistant à dire que ce n'est pas un bon élément pour connaître de la croissance et du développement économique. Cela étant, pour vous donner un exemple : vous avez dans l'Éducation au Vietnam des classes de l'école primaire qui sont en moyenne à 50 ou 60 élèves. Donc, ne pouvant subvenir à cette masse de jeunes à scolariser, certains enseignants sont contraints d'ouvrir leurs classes de 9h du matin à 9h du soir, voire 10h du soir. Ainsi la démographie peut être considérée comme un élément positif et je poursuivrai là-dessus mais elle peut aussi contribuer à vous garder dans ce que l'on appelle une « trappe de sous-développement ». Mais, en même temps, ce qui se passe effectivement aujourd'hui, c'est que vous voyez un nouveau groupe de pays émergents, justement ceux qui font partie des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ce sont des pays qui, de par leur taille, ont connu de très fortes croissances. Alors, cela s'explique d'un point de vue théorique par ce qu'on appelle les économies d'échelle. Je peux vous donner un exemple : lorsque la Chine produit des motos, elle n'en produit pas 5 millions ; elle en produit 5 milliards du fait de son abondante population.

Jacques Cortès : 5 milliards de motos, vous exagérez un peu ?

Tran Thi Anh Dao : Non, pas nécessairement. Je vous donne simplement un exemple pour que vous compreniez. Cela signifie que du fait de leur taille démographique,

il y a évidemment une abondance de main d'œuvre dans ces pays qu'il va falloir mettre à l'emploi et cela contribue à faire pression sur les coûts salariaux. C'est depuis les années 90 que l'on nous dit que cette abondance va s'épuiser, mais, dans les faits, elle ne s'épuise pas, ce qui sous-entend qu'il y a d'autres éléments que la main d'œuvre pour expliquer la compétitivité des coûts ou des prix des produits chinois. Mais, effectivement, la taille joue. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est que c'est un élément positif dans la mesure où de par votre taille démographique, du fait que la Chine est en train de changer de régime de croissance, ce marché domestique conséquent pourrait tirer la croissance du pays parce qu'il y a des besoins de consommation qui pourraient être satisfaits par la production domestique. Il y a effectivement une croissance en deux temps dans laquelle la taille démographique peut effectivement contribuer à la croissance d'un pays.

Jacques Cortès : C'est évidemment un des aspects de la croissance, mais il faut que cet aspect démographique soit accompagné par une formation de la population, de la jeunesse notamment, de manière à ce que sur le marché du travail, arrivent des gens qui ne soient pas arriérés, mais qui soient déjà formés. Or, on sait que si la Chine est en train de se développer formidablement, c'est parce que, chaque année, sur le marché du travail chinois, il y a 11 à 12 millions de jeunes étudiants formidablement diplômés dans les meilleures Universités chinoises qui arrivent sur ce marché. Et c'est un peu le cas en ce moment du Vietnam.

Tran Thi Anh Dao : Exactement. Il y a déjà une première chose, c'est qu'il est incontournable aujourd'hui - et les travaux à la fois théoriques et empiriques en économie le démontrent - que si les pays asiatiques ont aussi bien réussi en matière de croissance et de performance économiques, c'est parce qu'il y a eu une scolarisation/alphabetisation et une généralisation de l'éducation. Et cet élément est incontournable. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale ou les Nations unies développent un message clair et net : il faut une éducation de masse, notamment au niveau de l'école primaire, d'autant plus que le coût d'opportunité¹⁵ à ce niveau-là est moindre que lorsque l'on étudie dans le secondaire ou dans le supérieur. Qu'est-ce que veut dire « le coût d'opportunité » ? Cela veut dire qu'entre mettre son enfant à l'école ou le faire travailler dans un champ, le coût d'arbitrage est moins élevé que si on devait le mettre dans l'enseignement supérieur. Pourquoi ? Tout simplement parce que ce serait tous les revenus attendus que l'on appelle coûts d'opportunité qui seraient perdus si on devait mettre cet enfant dans l'enseignement supérieur et ces coûts d'opportunité sont beaucoup plus importants pour un enfant qui rejoint l'enseignement supérieur par rapport à ceux engendrés au niveau de l'éducation primaire. C'est le premier élément. Il y a un fait incontournable : c'est que l'éducation

primaire, et notamment l'éducation des filles ont contribué à la réussite de ces pays asiatiques. La deuxième chose beaucoup plus importante aujourd'hui - et c'est le cas du Vietnam et d'autres pays - c'est qu'on assiste à un processus de mondialisation dans lequel on a ce que l'on appelle des segments de production qui sont délocalisés dans un pays ou un autre. Et donc tout l'enjeu pour le pays émergent, c'est de participer à cette mondialisation de la production et, surtout, de s'accaparer des segments qui exigent une plus haute qualification de la main d'œuvre et donc à plus haute valeur ajoutée et c'est la raison pour laquelle il y a des besoins en qualification qui sont conséquents parce que les produits qui sont segmentés et qui circulent de par le monde, ce sont des produits intermédiaires qui nécessitent de la qualification et c'est le deuxième point important dans lequel se situe le Vietnam aujourd'hui.

Jacques Cortès : Comme il nous reste seulement dix minutes, je voudrais vous poser d'autres questions. Revenons un peu à la langue française. Pendant très longtemps, on a cru que comme le Vietnam avait été colonisé par la France, la langue française y avait un statut solide et durable. Que pensez-vous aujourd'hui de la situation de la langue française au Vietnam ? Est-ce qu'on peut conserver des espérances ou bien est-ce que le désespoir, seul, est permis ?

Tran Thi Anh Dao : Et bien, j'ai tendance à toujours structurer mes propos : je pense qu'il y a deux choses : d'abord, en termes de dynamique, si vous voulez, j'ai commencé en disant que je me suis investie dans l'étude du développement du Vietnam depuis ma thèse de Doctorat et, à l'époque, au début des années 90, la présence francophone au Vietnam était claire et conséquente, en termes de bourses d'études et en termes de francophonie. Quand on se promenait dans les rues de Hanoï, la plupart des Vietnamiens - ou plutôt des Hanoïens - pouvaient parler français. Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? On assiste à un retrait de la présence de diplomatie française au Vietnam et, je pense, plus globalement, en Asie du Sud-est. Les budgets de l'Ambassade de France en matière de bourses d'études et de mobilité ne sont plus conséquents. Vous avez l'AUF¹⁶, quand bien même ses Responsables essaieraient-ils de faire certaines choses en Asie du Sud-est, il n'en demeure pas moins que leurs initiatives restent extrêmement embryonnaires à mes yeux, au vu de tout ce qu'on pourrait faire au Vietnam. Je ne vous donnerai qu'un exemple : je me rends régulièrement au Vietnam pour la sélection des boursiers de Master et de Doctorat. On distribue environ cinquante bourses chaque année, ce qui est extrêmement faible pour envoyer de jeunes Vietnamiens étudier en France. Une fois que l'on a fait ce constat en termes de dynamique, ce que je constate cependant, c'est que les Vietnamiens qui apprennent le français, qui participent à cette francophonie ont ce que j'appellerai un avantage comparatif.

Pourquoi ? Parce qu'on dirait qu'au royaume des aveugles, les borgnes sont rois, c'est-à-dire qu'il faut savoir qu'en Asie du Sud-est quasiment 95% de la population parle anglais. Après, quel avantage auriez-vous à préserver la francophonie, à parler le français ? C'est un avantage de niche. Vous pourriez effectivement être recruté(e) dans des entreprises françaises ; vous pourriez être employé(e) dans des Services de relations internationales dans lesquels vous seriez en contact avec des Universités françaises ou francophones, etc. C'est pourquoi je continue à penser qu'il y a toujours un intérêt pour les jeunes Vietnamiens à apprendre le français, à poursuivre leur perfectionnement en français, d'autant plus qu'en termes pratiques les jeunes Vietnamiens qui apprennent l'anglais s'arrêtent souvent à cette langue alors que les jeunes Vietnamiens qui ont commencé par apprendre le français sont dans l'obligation d'apprendre l'anglais en plus. Ils sont donc dans une situation plus favorable en parlant le vietnamien, l'anglais et le français.

Jacques Cortès : Vous parlez de la langue française en la ramenant à la France. Mais, le Vietnam a des liens économiques avec l'Afrique. Or, j'espère que vous savez qu'en Afrique du Nord et dans l'Afrique subsaharienne, il y a de nombreux pays francophones. Il n'y a donc pas que la langue française de France. Il y a aussi tous les autres pays et il y a une bonne cinquantaine de ces pays qui parlent le français. Est-ce que cette dimension-là est présente dans votre raisonnement ou bien est-ce que vous la laissez de côté ?

Tran Thi Anh Dao : Alors, c'est une perspective que vous me dessinez là. Je vais vous donner un exemple : il y a eu un étudiant - dont j'ai oublié le nom - que j'ai eu dans le cadre d'un Master délocalisé à Lyon. Il se retrouve aujourd'hui à travailler dans un pays francophone pour une entreprise vietnamienne. Il a de hautes responsabilités dans la mesure où il parle français parce qu'il est dans un pays africain francophone. Donc, le fait de parler français a été un avantage clair pour lui. C'est pour cela que je vous ai parlé d'avantage comparatif. La perspective est justement que - pour revenir à l'économie - dans la mesure où le 21^{ème} siècle sera le siècle asiatique car l'Asie serait le centre de gravité de l'économie mondiale si les relations économiques devaient diriger le reste, alors les pays asiatiques...

Jacques Cortès : Il y a un peu de nationalisme derrière vos propos...

Tran Thi Anh Dao : Non, non, pas du tout. Ce que je veux dire, c'est que si on fait de la rétrospective, vous avez trois zones, trois continents où il y a eu des guerres d'indépendance, d'indépendance coloniale : l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Les uns et les autres ont tenté un modèle d'indépendance économique et ont finalement échoué aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine. Vous voyez où je veux en arriver. Les succès qu'ont connus les pays asiatiques sont singuliers par

rapport aux autres continents en développement du tiers monde où il y a eu ces guerres d'indépendance. C'est en ce sens qu'il n'y a pas de nationalisme derrière mes propos, mais seulement le reflet d'une réalité économique : le continent asiatique est le seul, au lendemain de ces guerres d'indépendance, - certes avec retard pour le Vietnam puisque l'accession à cette indépendance a été très longue - cette zone qui a acquis son indépendance et qui est sortie du colonialisme est en train de mettre en place les jalons d'une coopération économique avec les autres continents qui sont également sortis du colonialisme et qui ont acquis leur indépendance et il est possible que la francophonie soit un vecteur de cette coopération Sud/Sud comme je l'ai parfois entendu dire.

Jacques Cortès : Il y a certainement quelque chose qui est en train de se mettre en place, c'est-à-dire un nouvel ordre économique mondial, et dans ce nouvel ordre économique mondial, il y a probablement tous ces pays appartenant aux BRICS, BENIVEM, etc. qui sont en train de devenir les puissances de demain. Donc, ce que l'on peut craindre, c'est effectivement que tout cela se fasse au détriment des anciens colonisateurs, ceux qui avaient le pouvoir, il y a cent ans et que, demain, on se trouve en face d'une planète qui sera organisée totalement différemment. Mais, ce qu'il faut remarquer aussi, c'est que dans tous ces pays émergents et que Laurence Daziano ou vous-même appelez parfois « émergés », c'est-à-dire des pays dans lesquels on voit qu'il y a eu un bond économique formidable, que le nombre de millionnaires et de milliardaires a été multiplié par je ne sais quel chiffre, mais il y a quand même encore, si je comprends bien - au-delà de cette tranche supérieure qui est devenue soit moyenne, soit supérieure, il y a encore une bonne partie de la population qui est encore dans la misère. C'est le cas, par exemple, de l'Éthiopie où l'on dit qu'au-delà des 25 millions d'Éthiopiens qui sont devenus très riches, il y a à peu près 70 millions de pauvres qui le sont restés. Donc le processus est certainement en cours, et il y a quelque chose qui est en train de se produire et qui va tout à fait dans le sens de ce que vous dites, mais on n'est pas encore arrivés au bout du chemin.

Tran Thi Anh Dao : J'ai failli perdre le début de votre intervention... Il y a une première chose que je souhaiterais juste rappeler : c'est le contexte historique. Pour aborder l'économie, il faut se référer à de l'histoire longue et c'est la raison pour laquelle l'économie est une science sociale. Il faut se rappeler que la Chine a été la première puissance économique au 18^{ème} siècle, ce qu'on a tendance à oublier. Et puis, ensuite, est arrivée la révolution industrielle au Royaume-Uni et ensuite dans les autres pays européens. On a tendance à oublier tout cela. Il y a eu un rapport de la Banque mondiale, sorti il y a quelques années, qui s'intitulait en français : « *Asie de l'Est : la renaissance économique* ». Alors, pourquoi « renaissance » ? Le mot

« Chine », en vietnamien et en chinois, signifie « l'Empire du milieu ». Donc la Chine retrouve sa place dans l'économie mondiale, somme toute. Donc, finalement, vous avez des soubresauts si on examine l'histoire longue : la Chine a été la première puissance, puis, pour des raisons diverses, elle a été affaiblie et, aujourd'hui, elle retrouve sa place. La deuxième chose, c'est effectivement que vous avez des pays comme le Nigéria dont la croissance et le PIB sont tirés à 90% de ses ressources pétrolières. C'est pour cela que je me méfie du concept d'émergence. Vous avez des pays qui sont aujourd'hui « émergents » et qui ne le seront plus demain. Sur ce plan, il y a une similarité entre le Nigéria et d'autres pays comme le Vietnam ou l'Algérie, par exemple. La question qui se pose pour ces pays-là est : est-ce qu'ils pourront préserver leur développement économique et diversifier leur production et leur structure économique ? Le succès de pays comme le Vietnam est parti de ses ressources pétrolières. L'intelligence du gouvernement vietnamien est d'avoir utilisé cette rente pétrolière pour développer des infrastructures, pour rééquilibrer les régions parce qu'il faut savoir que le centre du Vietnam est extrêmement pauvre. Au début, le Fonds Monétaire International (F.M.I.), la Banque mondiale n'avaient pas du tout voulu que l'industrie de raffinerie soit construite dans le centre à Dung Quât. Et puis, finalement, on s'est aperçu que cette décision avait été une bonne chose pour rééquilibrer les trois parties du Vietnam d'une part, et, d'autre part, parce que le Vietnam exportait son pétrole brut, mais était contraint d'importer les produits pétroliers raffinés, ce qui pesait beaucoup sur sa balance commerciale extérieure. Donc, le fait d'avoir construit une industrie nationale de raffinerie a permis de relâcher cette contrainte de balance extérieure.

Jacques Cortès : Merci infiniment pour cette conversation. Et merci à la France d'avoir su récupérer Madame Tran Thi Anh Dao. Nous allons devoir nous arrêter là faute de temps, mais merci encore à vous pour cet entretien très pédagogique.

Notes

1. En effet, Anh Xuan qui avait 15 ans au moment de l'entretien et qui est la fille de Tran Thi Anh Dao a accepté de répondre aux questions qui lui étaient posées sur le thème « Au sujet du métissage : vivre dans deux langues et dans deux cultures, une évidence aujourd'hui, mais assurément une réalité demain » lors d'un entretien qui vient clore ce dossier (se reporter à l'entretien n°7)

2. Les bourses « Aires culturelles » sont des aides à la mobilité internationale pour des séjours de terrain de courte durée (de 3 à 12 semaines). Ces bourses sont destinées à de jeunes Doctorants pour leur permettre de mener à bien leurs travaux de recherche à l'étranger. Pour pouvoir poser sa candidature à ces bourses d'études il faut préparer un Doctorat au sein d'une équipe de recherche.

3. Pour l'ensemble de la période 1961-2015, on enregistre une moyenne annuelle de 7,28 pour la Corée du Sud. Le changement enregistré entre la première et la dernière année est de 47 %. C'est en 1973 qu'on enregistre la valeur la plus élevée (14,79) et c'est en 1998 qu'on enregistre la valeur la plus basse (-5,71).

4. Depuis les années 2.000, le Vietnam a connu une forte croissance économique, le PIB par habitant ayant considérablement augmenté depuis 2002. La croissance vietnamienne est tirée par le commerce international et les investissements étrangers. En 2015, le Vietnam était le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir connu un essor de ses exportations, qui constituent une importante contribution au PIB. Le pays a peu souffert de la crise économique internationale avec un taux de croissance de 5,5% en 2014 et de 6,7% en 2015. Certains secteurs comme la production industrielle ou la production de textiles, d'électronique et de produits de la mer sont en très forte croissance. Les perspectives de croissance pour l'année 2017 se situent aux alentours de 5,1% (contre 6,25% prévu initialement). De l'avis de tous les experts, l'avenir économique du Vietnam est positif. En effet, on y trouve une main-d'œuvre de qualité et peu onéreuse

Le gouvernement vietnamien a lancé des réformes dans des secteurs clés et a commencé la privatisation partielle des entreprises publiques. Pour faire face à la crise financière mondiale, il s'est attaché à améliorer le climat des affaires afin d'encourager la production et les exportations, stimuler la consommation et les investissements, parfaire la situation sociale et introduire des politiques monétaires et fiscales effectives. Le Vietnam produit désormais des biens technologiques à forte valeur ajoutée. La consommation intérieure est restée soutenue en 2015. L'inflation a sensiblement diminué, passant de 5,2% en 2014 à 2,5% en 2015 et 4,8% en 2016 (données de l'Ambassade de France au Vietnam). Cependant, le système bancaire est handicapé par un grand nombre de créances douteuses. En 2015, la production agricole a été peu satisfaisante tandis que le secteur touristique a été pénalisé par les manifestations anti-chinoises de 2014. Les réformes récentes ont permis d'améliorer le niveau de vie des habitants. Le taux de pauvreté est passé de 58% à 14% au cours des quinze dernières années. Cependant, le taux de chômage urbain a augmenté et le sous-emploi demeure conséquent. Afin d'assurer une croissance soutenue en période d'incertitudes internationales, le gouvernement a lancé en 2011 «trois chantiers structurels sur le moyen et long terme» : le développement des infrastructures, la formation des jeunes et la modernisation des institutions. Pour atteindre ces objectifs, toujours d'actualité en 2016, le pays a dû réformer les entreprises publiques, développer le secteur privé et moderniser son système bancaire. En effet, en 2016 les finances publiques restaient fragiles, la monnaie nationale s'étant dépréciée en 2015 et les réserves de change étaient encore insuffisantes. En outre, les relations diplomatiques entre le Vietnam et les Etats-Unis se sont renforcées en 2015 alors que l'activité chinoise en mer de Chine inquiète Hanoï. Le chef d'Etat chinois Xi Jinping a tout de même effectué une visite, la première en dix ans d'un dirigeant chinois, en novembre 2015. Enfin, le Vietnam a signé un accord de libre-échange qui lie douze pays de la zone Pacifique. L'avenir économique du pays est positif. En effet, le pays est doté de solides potentiels agricoles et de ressources naturelles, et sa stratégie de développement est fondée sur l'ouverture et la diversification de son économie. (Données du MOCI - Moniteur du Commerce International - 2017).

5. Les « théories du rattrapage » naissent dans les années 1950. Dans ces théories, il s'agit de rattraper le modèle des pays du Nord. Entre ces théories, il y a des divergences de définition et d'idéologie (théories marxiste, théories capitalistes). Toutes ces théories donnaient à l'État la place de moteur du développement.

6. L'IRD (Institut français de Recherche pour le Développement) est un organisme pluridisciplinaire français reconnu internationalement, travaillant principalement pour le développement. Son modèle est original : le partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen. Pour l'IRD, seul ce modèle permet de concevoir des solutions adaptées aux défis auxquels les hommes et la planète font face aux pandémies, dérèglements climatiques, crises humanitaires et politiques... Ses actions se concrétisent de la façon suivante :

- L'aide à des co-publications avec les partenaires des pays en développement ;
- La proposition de solutions adaptées aux défis globaux fondées sur les évidences scientifiques ;
- La mise en place de politiques publiques éclairées par les avancées de la science ;
- Des interventions auprès des citoyens acteurs du changement ;
- Le soutien à des innovations responsables ;
- La collaboration à des expertises et à des savoir-faire spécifiques.

7. En France, l'expression « Major de Promotion » désigne le premier (ou la première) élève d'une promotion au classement d'un concours. C'est un terme de l'argot scolaire réservé,

à l'origine, à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr qui forment des officiers des armes de l'Armée de terre et une partie des officiers de la Gendarmerie nationale.

8. L'Émission de *Cultures-Monde* a été diffusée en 2015 sur France-Culture sous le titre suivant : *Pays émergents : rêve mondial, déclin local - De Mexico à Dacca : les nouveaux « relais de croissance »*.

L'adresse électronique de cette émission est la suivante :

<http://www.franceculture.fr/emission-culturesmonde-pays-emergents-reve-mondial-declin-local-34-de-mexico-a-dacca-les-nouveaux-%C2%AB>

9. La notion de « pays émergents » vient du monde de la finance. Au lendemain de la crise de la dette, au début des années 1990, on a d'abord parlé de « marchés émergents » pour désigner les pays qui connaissaient une croissance rapide et présentaient des opportunités d'investissement pour pour les pays riches. Puis, il est apparu que la croissance de ces pays était durable, contrairement à ce qu'on avait observé dans les décennies précédentes, et qu'elle changeait progressivement la géographie de l'économie mondiale - et non pas seulement celle des arbitrages financiers. Enfin, au début des années 2000, la banque *Goldman Sachs* a introduit la notion de B.R.I.C. pour désigner le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine - devenue en avril 2011 B.R.I.C.S. avec l'entrée de l'Afrique du Sud. Ces cinq États se distinguent des autres pays émergents tout d'abord par leur poids économique et démographique, et aussi par leur capacité à peser sur la scène politique internationale. Ainsi, les B.R.I.C.S. sont à la fois des économies émergentes et des acteurs politiques de premier plan : au G20 et au sein du Fonds monétaire international (F.M.I.), ils jouent désormais dans la cour des grands. Il y a un paradoxe dans le succès des pays émergents : alors que les pays riches ont regretté durant des décennies l'échec du développement des pays du Sud, leur réussite actuelle suscite des réactions ambiguës. Pourtant, d'un point de vue historique, l'Inde, la Chine, le Brésil, la Russie et bien d'autres encore sont engagés dans un extraordinaire processus de rattrapage. Laurence Daziano, quant à elle, parle à ce titre, des BENIVEM (Bangladesh, Ethiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique). La spécificité des BRICS se situe dans leur souhait de jouer un rôle politique dans les instances internationales à la hauteur de leur poids dans l'économie mondiale. Dans ce monde qui change, la France doit mobiliser ses atouts si elle veut encore peser.

Parmi les autres acronymes utilisés par les Économistes, citons les CIVETS, cet acronyme désignant les pays suivants : la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud.

10. En avril 2017, le Vietnam comprenait une population de 95,243,053 habitants. L'Éthiopie avait une population de 104, 344, 901 habitants à cette même date. Le Nigéria, quant à lui, comportait, toujours à cette même période, une population globale de 190 948 107 habitants.

11. Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), en 2017, le nombre de personnes habitant en France est estimé à 67 millions, dont 64,8 millions en France métropolitaine et 2,1 millions dans les Départements et régions d'Outre-mer.

12. En 2017, la population de l'Allemagne s'élevait à 81.316.500 habitants. La population de l'Italie s'élevait à 59.891.909 habitants. En ce qui concerne l'Espagne, en 2017, ce pays comportait 45.968.602 habitants.

13. Laurence Daziano est Maître de conférences en économie à Sciences Po Paris. Par ailleurs, elle est membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique Fondapol. Laurence Daziano centre sa réflexion sur les pays émergents et défend l'idée selon laquelle le monde se transforme profondément sous l'effet des pays émergents. Elle appuie son propos sur une analyse des évolutions de long terme de l'économie mondiale, de ses interactions avec les pays émergents et sur le fait que ces pays voient apparaître une nouvelle classe moyenne qui transforme les sociétés.

14. Le malthusianisme est une politique prônant la restriction démographique, inspirée par les travaux de l'Économiste anglais Thomas Malthus (1766-1834) selon laquelle la population d'un pays augmente toujours plus vite que la production des ressources nécessaires pour assurer son alimentation et plus généralement son existence. En conséquence, celui-ci prône une restriction de la natalité. Les thèses de Malthus ont souvent été critiquées. Aujourd'hui, le terme « malthusianisme » est utilisé pour qualifier une politique de limitation des naissances (on parle alors de malthusianisme démographique). Par extension, on parle

de malthusianisme économique lorsqu'on limite volontairement la production d'un bien pour éviter de déprécier sa valeur avec une offre trop abondante.

15. Le coût d'opportunité est le manque à gagner potentiel entre deux investissements ou deux types de financement. Le coût d'opportunité mesure la perte des biens auxquels on renonce en affectant les ressources disponibles à un autre usage. Le coût d'opportunité d'un investissement est le coût de la non-réalisation d'un investissement. Ce critère est l'un de ceux utilisés dans les choix d'investissement. Le coût d'opportunité sert ainsi à faire des arbitrages entre placements.

16. L'Agence Universitaire de la Francophonie (A.U.F.) regroupe plus de 800 institutions universitaires utilisant la langue française dans plus de 100 pays. Elle est l'une des plus importantes associations d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche au monde. Elle est également l'opérateur pour l'enseignement supérieur et la recherche de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage (Sommet de la Francophonie).